

ASSOCIATION DES PROFESSEUR.E.S DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
ASSOCIATION OF PROFESSORS OF THE UNIVERSITY OF OTTAWA

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Association des professeur.e.s de l'Université d'Ottawa

Le jeudi 12 décembre 2024

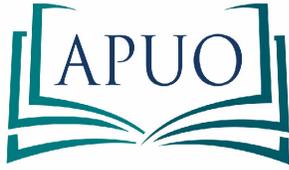
10 h à 12 h

DESMARAIS (DMS) 12102

[ou via Zoom](#)

ORDRE DU JOUR

- Reconnaissance de territoire
- Approbation de l'ordre du jour
- Procès-verbal de la dernière réunion le 17 avril 2024 (p.3)
- Procès-verbal de la réunion spéciale le 28 mars 2024 (p.9)
- Questions découlant des procès-verbaux
- Rapport du président
- Rapport du secrétaire-trésorier (p.13)
- Autres questions



ASSOCIATION DES PROFESSEUR.E.S DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
ASSOCIATION OF PROFESSORS OF THE UNIVERSITY OF OTTAWA

REGULAR GENERAL MEETING

Association of Professors of the University of Ottawa

Thursday, December 12, 2024

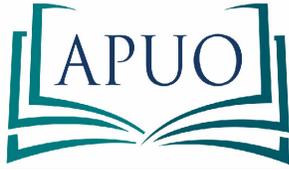
10 am to 12 pm

DESMARAIS (DMS) 12102

[or via Zoom](#)

AGENDA

- Land acknowledgement
- Approval of the agenda
- Minutes from the last meeting on April 17, 2024 (p.6)
- Minutes from the special meeting on March 28, 2024 (p.11)
- Matters arising from the minutes
- President's report
- Secretary Treasurer's report (p.13)
- Other matters



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2023-2024

Mercredi 17 avril 2024

10 h à 12 h

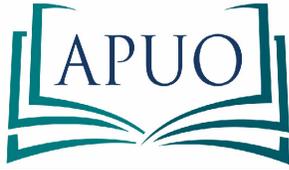
Desmarais (DMS) 12102 et via Zoom

PROCÈS-VERBAL

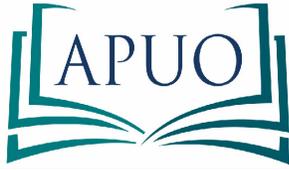
1. Le président a lu la **POLITIQUE DE RECONNAISSANCE DU TERRITOIRE** de l'APUO.
2. **ORDRE DU JOUR** : L'ordre du jour a été approuvé à l'unanimité. (GIROUX/PREVOST)
3. **Le procès-verbal** de l'assemblée générale ordinaire du 14 décembre 2023 a été approuvé avec 13 abstentions. (PARÉ/LEBLANC)

Le **PROCÈS-VERBAL** de l'assemblée générale spéciale du 28 mars 2024 a été approuvé avec 15 abstentions. (LEBLANC/STERLING)

4. **AFFAIRES DÉCOULANT DU PROCÈS-VERBAL** : S.O.
5. **Présentation de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU)** : Yalla SANGARÉ, trésorier de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU), a donné un bref aperçu des principaux enjeux sur lesquels l'ACPPU a travaillé au cours de la dernière année. Il s'agit notamment de l'impact de la réduction des inscriptions d'étudiant.e.s internationaux à l'échelle nationale, de la relation entre la liberté académique et la sécurité frontalière, de la défense d'un soutien financier accru pour les établissements postsecondaires et la recherche et de l'accent mis sur l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI) en tant que priorité centrale.
6. **Présentation de l'Union des Associations des Professeur.e.s des Universités de l'Ontario (UAPUO)** : Nigmenda NARAIN, président de l'Union des Associations des Professeur.e.s des Universités de l'Ontario (OCUFA), et Jenny AHN, directrice générale de l'OCUFA, ont décrit les principaux défis auxquels fait actuellement face le secteur de l'éducation en Ontario. Il s'agit notamment de la loi 124, des enjeux liés à la liberté académique, des pressions financières sur les établissements postsecondaires et les étudiant.e.s, du projet de loi 166, des consultations sur les modifications réglementaires touchant l'éducation postsecondaire et de la mise en œuvre provinciale du plafond fédéral sur les étudiant.e.s internationaux. Il et elle ont également donné un aperçu des actions récentes d'OCUFA en réponse à ces défis et ont rappelé les événements que l'organisation a organisés.



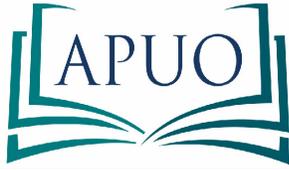
7. **RAPPORT DU PRÉSIDENT** : Le président a informé les membres que le rapport annuel ne serait pas disponible avant le mois de mai, mais il les a assuré.e.s qu'il fournira un résumé des événements importants survenus au cours de l'année au cours de la réunion.
- a) **Loi 124** : Le président a rappelé aux membres les négociations entourant la loi 124 et la ratification subséquente du protocole d'entente (PE) sur la question. Il a également fait remarquer que l'APUO a déposé un autre grief d'association après que l'employeur n'ait pas respecté le délai des paiements rétroactifs sur lequel s'étaient entendues les parties. En réponse, l'employeur a accepté la médiation.
- b) **Workday** : Le président a abordé les défis entourant le déploiement de Workday en soulignant sa mise en œuvre problématique. Il a rappelé aux membres les deux griefs déposés par l'association : le premier concerne les lacunes systémiques de la mise en œuvre de Workday et les multiples défaillances de la plate-forme, alors que le second porte sur le transfert de tâches traditionnellement effectuées par le personnel de soutien aux membres de l'APUO qui a été entraîné par la mise en œuvre de Workday.
- c) **Finances uOttawa** : Le président rappelle aux membres qu'au cours des 10 dernières années, l'employeur a mis de l'avant un discours d'instabilité financière, citant les déficits continus pour justifier les compressions et les réductions. Il a souligné que l'APUO a constamment contesté ce discours, démontrant que, contrairement aux affirmations de l'employeur, l'Université d'Ottawa a enregistré des excédents dans la plupart de ces années. Les budgets, a-t-il souligné, reflètent en fin de compte les priorités. Le président a souligné que tout indique que l'employeur accorde de plus en plus la priorité à des dépenses considérables consacrées aux contrats externes et aux consultant.e.s tout en imposant des compressions, des réductions et des gels d'embauche sur l'ensemble du campus.
- d) **Programme Polaris** : Michel DESJARDINS informe les membres que le programme Polaris découle d'un exercice d'analyse comparative (*benchmarking*) mené par Nous Group, auquel l'Université d'Ottawa a participé. Les résultats ont révélé que l'Université d'Ottawa s'est classée avant-dernière pour ce qui est de la satisfaction des utilisatrices de services. Cela a mené au lancement du programme Polaris, conçu pour effectuer un examen complet des services administratifs de l'université. Le président a indiqué que l'APUO avait récemment rencontré l'employeur et les dirigeants du projet Polaris pour la deuxième fois. Ils ont été informés que Polaris en est encore à l'étape de la conception et qu'il n'a pas encore été mis en œuvre par l'Université d'Ottawa. Les représentant.e.s de Polaris ont souligné qu'ils/elles n'avaient encore fait aucune recommandation. Le président a également informé les membres que l'APUO publiera bientôt un bulletin sur Nous Group et le programme Polaris.
- e) **Négociations 2024** : La présidente sortante a informé les membres qu'un.e membre de l'APUO sur quatre a assisté à l'assemblée générale extraordinaire du 28 mars, qui a eu



lieu pour présenter une version préliminaire du Cahier de négociation 2024. Elle a annoncé que le prochain test de structure serait une campagne d'affichage proposant quatre affiches, chacune mettant en évidence l'un des quatre piliers de la négociation de 2024. Elle a encouragé les membres à poser les affiches sur les portes de leur bureau pour montrer leur soutien à l'équipe de négociation et signaler à l'administration centrale que les membres soutiennent fermement leur équipe de négociation.

- f) **Avis aux membres** : Le président a rappelé aux membres les mesures sans précédent prises par l'employeur en refusant à un.e membre détaché.e de l'APUO le droit de démissionner de son poste dans l'administration et de retourner à son poste syndiqué. Il a expliqué que l'APUO a demandé un arbitrage accéléré pour obtenir un verdict sur cette question, car cela crée un précédent important pour l'ensemble des membres. Le président a exhorté les membres à décliner toute invitation à accepter des postes détachés au sein de l'administration jusqu'à ce que l'arbitrage soit résolu.

AJOURNEMENT : 12h



ANNUAL GENERAL MEETING 2023-2024

Wednesday, April 17, 2024

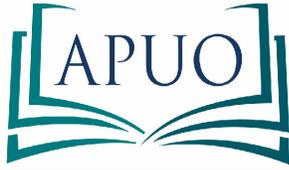
10 a.m. – 12 p.m.

Desmarais (DMS) 12102 and via Zoom

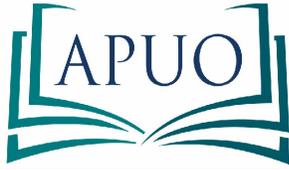
MINUTES

1. The President read the APUO's **LAND ACKNOWLEDGEMENT POLICY**.
2. **AGENDA:** The agenda was approved unanimously. (GIROUX/PREVOST)
3. **MINUTES** for the December 14, 2023, regular general meeting were approved with 13 abstentions. (PARÉ/LEBLANC)

The **MINUTES** for the March 28, 2024, special general meeting were approved with 15 abstentions. (LEBLANC/STERLING)
4. **MATTERS ARISING FROM THE MINUTES:** N/A
5. **Presentation from the Canadian Association of University Teachers (CAUT):** Yalla SANGARÉ, Treasurer of the Canadian Association of University Teachers (CAUT), provided a concise overview of the key issues CAUT has worked on over the past year. These included the impact of declining international student enrollment on universities nationwide, the relationship between academic freedom and border security, advocacy for increased financial support for postsecondary institutions and research, and a strong focus on equity, diversity, and inclusion (EDI) as a central priority.
6. **Presentation from the Ontario Confederation of University of Faculty Associations (OCUFA):** Nigmenda NARAIN, President of the Ontario Confederation of University Faculty Associations (OCUFA), and Jenny AHN, OCUFA's Executive Director, outlined key challenges currently facing Ontario's education sector. These included Bill 124, issues surrounding academic freedom, financial pressures on both postsecondary institutions and students, Bill 166, consultations on proposed regulatory changes affecting postsecondary education, and the provincial implementation of the federal cap on international students, among other concerns. They also provided an overview of OCUFA's recent actions in response to these challenges and highlighted the events the organization has organized.



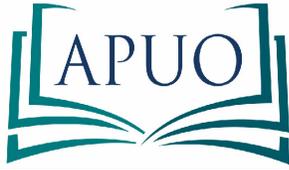
7. **PRESIDENT'S REPORT:** The President informed members that the annual report would not be available until May but assured them he would provide a summary of the year's important events during the meeting.
- a) **Bill 124:** The President reminded the membership of the negotiations surrounding Bill 124 and the subsequent ratification of the Memorandum of Understanding (MOU) on the matter. He also noted that the APUO filed another association grievance after the Employer failed to meet the timeline for retroactive payments outlined in the MOU. In response, the Employer agreed to mediation.
- b) **Workday:** The President addressed the challenges surrounding the rollout of Workday, emphasizing its problematic implementation. He reminded members of the two association grievances filed: the first concerning the systemic shortcomings with the implementation of Workday and the multiple failures of the platform, and the second regarding the transfer of tasks traditionally performed by support staff to APUO members following the implementation of Workday.
- c) **uOttawa finances:** The President reminded members that for the last 10 years, the Employer has spun a narrative of financial instability, citing ongoing deficits to justify cuts and reductions. He emphasized that the APUO has consistently challenged this narrative, showing that, contrary to the Employer's claims, uOttawa has recorded surpluses in most of those years. Budgets, he stressed, are ultimately a reflection of priorities. The President pointed out that evidence increasingly shows the Employer prioritizing substantial spending on external contracts and consultants while imposing cuts, reductions, and hiring freezes across campus.
- d) **Polaris program:** Michel DESJARDINS informed members that the Polaris program originated from a comprehensive benchmarking exercise conducted by Nous Group, in which uOttawa participated. The findings revealed that uOttawa ranked second-to-last for service user satisfaction. This led to the launch of the Polaris program, designed to conduct a comprehensive review of the university's administrative services. The President shared that the APUO recently met with the Employer and leaders of the Polaris project for the second time. They were informed that Polaris is still in the design stage and not yet implemented by the University of Ottawa. The Polaris representatives stressed they'd made no recommendations yet. The President also informed members that APUO would soon be issuing a bulletin on Nous Group and the Polaris program.
- e) **Bargaining 2024:** The Past President informed members that one in four APUO members attended the Special General Meeting on March 28, which was held to present a preliminary version of the 2024 Bargaining Book. She announced that the next structure test would be a postering campaign featuring four posters, each highlighting one of the four collective bargaining pillars outlined for 2024. She encouraged members to display the posters on their office doors to show support for their Negotiation Team



and signal to the Central Administration that the membership stands firmly behind their Negotiation Team.

- f) **Advisory to members:** The President reminded members of the Employer's unprecedented actions in denying a seconded APUO member the right to resign from their seconded role in the administration and to return to their unionized position. He explained that the APUO has initiated expedited arbitration to secure a verdict on this matter, as it sets an important precedent for all members. The President urged members to decline any invitations to accept seconded positions within the administration until the arbitration is resolved.

ADJOURNMENT: 12 p.m.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE 2024-2025

Le mardi 12 novembre 2024

11h30 h à 14h30

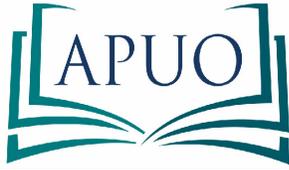
FSS 4007 et via Zoom

PROCÈS-VERBAL

1. Le président a lu la **POLITIQUE DE RECONNAISSANCE DU TERRITOIRE** de l'APUO.
2. **ORDRE DU JOUR** : L'ordre du jour a été approuvé à l'unanimité. (SAURETTE/BRUNET)
3. **NÉGOCIATIONS 2024** : Le président a présenté le déroulement de l'assemblée générale spéciale sur les négociations collectives organisée avant le vote de grève. Il explique que l'assemblée commencera par des présentations, suivies d'une période de questions-réponses pour les membres. Elle s'ouvre sur de brefs messages de solidarité prononcés par les représentant.e.s de plusieurs syndicats du campus :
 - Delphine ROBITAILLE, présidente, syndicat étudiant de l'Université d'Ottawa
 - Saïfeddine (Saif) JEMLI, vice-président, Syndicat canadien de la fonction publique section 2626
 - Luc ANGERS, vice-président de la mobilisation des membres, Association des professeur.e.s à temps partiel de l'Université d'Ottawa
 - Marcelle DESMORNES, présidente, unité syndicale du personnel de soutien de l'Université d'Ottawa

Dalie GIROUX, négociatrice en chef, a présenté une mise à jour sur les négociations. Elle souligne que depuis le début des négociations, le 12 juin, l'équipe de négociation a insisté sur l'importance de s'attaquer à la détérioration des conditions de travail des membres, des conditions d'apprentissage des étudiant.e.s et de la gouvernance collégiale. Malgré plus de 45 heures de négociations, une journée entière de médiation, une journée et demie de conciliation et une pétition signée par près de 75% des membres de l'APUO, l'employeur a sans cesse refusé de s'engager de manière significative sur les propositions relatives à la charge de travail, au soutien de la qualité de l'éducation et de la recherche et à la démocratisation de la prise de décision.

Colin MONTPETIT, premier vice-président de l'APUO, a fait une brève présentation expliquant les objectifs d'un vote sur un mandat de grève, la question posée et les détails procéduraux du vote. Il a précisé que le vote électronique se déroulerait de 15 h le 12 novembre à 16 h le 14 novembre.



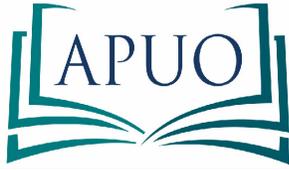
Lydia GABELMANN, agente des politiques, de la gouvernance et de l'administration de l'APUO, a présenté brièvement la politique en cas de grève ou de lock-out. Cette politique, récemment approuvée par le Conseil d'administration, décrit la structure et les lignes directrices à suivre en cas de grève ou lock-out.

Jennifer BLAIR, agente de mobilisation de l'APUO, a donné un aperçu du succès de la campagne d'affiches, de la pétition majoritaire et du rassemblement du 30 octobre de l'APUO, ainsi que de la couverture médiatique qui en a découlé. Elle a souligné qu'un vote en faveur d'un mandat de grève indique à l'employeur que l'APUO est unie et déterminée à obtenir une convention collective qui réponde aux principales priorités des membres du syndicat.

Chantal SUNDARAM, agente principale des relations de travail de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université (ACPPU), a fait un bref discours pour souligner l'importance d'un vote de grève et réaffirmer l'appui ferme de l'ACPPU à l'APUO. Accompagnée de Maxim BARU, agent aux campagnes de l'ACPPU, elle a remis un chèque symbolique de la Caisse de défense de l'ACPPU, s'engageant à faire « tout ce qu'il faut » pour soutenir l'APUO et soulignant l'engagement inconditionnel de la Caisse de défense.

L'assemblée a ensuite procédé à une période de questions-réponses.

AJOURNEMENT : 13 h 30



SPECIAL GENERAL MEETING 2024-2025

Tuesday, November 12, 2024

11:30 a.m. – 1:30 p.m.

FSS 4007 and via Zoom

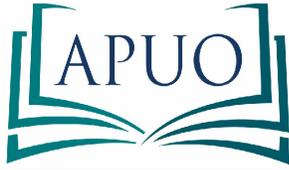
MINUTES

1. The President read the APUO's **LAND ACKNOWLEDGEMENT POLICY**.
2. **AGENDA:** The agenda was approved unanimously. (SAURETTE/BRUNET)
3. **NEGOTIATIONS 2024:** The President outlined the format of the special general meeting on collective bargaining, held ahead of the strike vote. He explained that the meeting would begin with presentations, followed by a question-and-answer session for members. It opened with brief messages of solidarity delivered by representatives from several campus unions:
 - Delphine Robitaille, president, University of Ottawa Students' Union
 - Saïfeddine (Saif) Jemli, vice-president, Canadian Union of Public Employees, local 2626 (CUPE 2626)
 - Luc Angers, vice-president membership engagement, Association of Part-Time Professors of the University of Ottawa
 - Marcelle Desmornes, president, Support Staff of the University of Ottawa union

Dalie GIROUX, Chief Negotiator, provided an update on the challenging bargaining process. She noted that since negotiations began on June 12, the Negotiation Team has stressed the importance of addressing the deterioration in members' working conditions, in students' learning conditions and in collegial governance. Despite over 45 hours of negotiations, a full day of mediation, a day and a half of conciliation, and a petition signed by nearly 75% of APUO members, the Employer has repeatedly refused to engage meaningfully with proposals on workload, support for teaching and research quality, and democratizing decision-making.

Colin MONTPETIT, APUO First Vice-President, delivered a brief presentation explaining the purpose of a strike mandate vote, the ballot question, and the procedural details of the voting process. He noted that the electronic vote would take place from 3 p.m. on November 12 to 4 p.m. on November 14.

Lydia GABELMANN, APUO's Policy, Governance, and Administration Officer, gave a brief presentation on the Work Action Policy. Recently approved by the Board of Directors, the



policy outlines the structure and guidelines to be followed in the event of a strike or lock-out.

Jennifer BLAIR, APUO Mobilization Officer, provided an overview of the APUO's successful postering campaign, majority petition, and October 30 rally and its subsequent media coverage. She stressed that a vote in favour of a strike mandate shows the Employer that the APUO is united and committed to securing a collective agreement that address the APUO Members' key priorities.

Chantal SUNDARAM, Senior Labour Relations Officer from the Canadian Association of University Teachers (CAUT), delivered a brief speech, highlighting the significance of a strike vote and reaffirming CAUT's steadfast support for the APUO. Alongside Maxim BARU, CAUT Organizing Officer, she presented a symbolic cheque from the CAUT Defence Fund, pledging "whatever it takes" to support the APUO, and emphasized the Defence Fund's unwavering commitment.

The meeting then moved to a question-and-answer session.

ADJOURNMENT: 1:30 p.m.

BUDGET 2024/25 APUO

REVENUS ET DÉPENSES - REVENUE AND EXPENSES pour la période qui se termine - for the period ending	Budget 24-25	Vérfic./ Audit 23-24	Vérfic./ Audit 22-23	Vérfic./ Audit 21-22	Vérfic./ Audit 20-21	Vérfic./ Audit 19-20
REVENUS / REVENUE						
1a. cotisations / dues (general fund)	\$2,131,620	\$2,180,877	\$1,952,130	\$1,927,613	\$1,881,145	\$1,849,802
1b. cotisations / dues (strike fund)	\$185,358	\$189,641	\$169,750	\$167,619	\$163,578	\$160,852
2. revenus de placements - interest on investments	\$50,000	\$203,268	\$180,204	-\$212,940	\$263,301	\$74,247
3. bourses aux étudiants / student awards	\$114,680	\$118,559	\$106,049	\$104,352	\$102,261	\$100,480
3a. Revenus de placement sur bourses aux étudiants - interest on investments on bursaries						
REVENUS BRUTS - GROSS REVENUE	\$2,481,658	\$2,692,345	\$2,408,133	\$1,986,644	\$2,410,285	\$2,185,381
OPERATING : REVENUS BRUTS - GROSS REVENUE	\$2,181,620	\$2,384,145	\$2,132,334	\$1,714,673	\$2,144,446	\$1,924,049
STRIKE FUND : REVENUS BRUTS - GROSS REVENUE	\$185,358	\$189,641	\$169,750	\$167,619	\$163,578	\$160,852
BOURSES / BURSARIES : REVENUS BRUTS - GROSS REVENUE	\$114,680	\$118,559	\$106,049	\$104,352	\$102,261	\$100,480
DÉPENSES - EXPENSES						
1. ACPPU - CAUT	\$300,602	\$296,290	\$273,443	\$267,966	\$251,614	\$238,222
2. Caisse de défense de l'ACPPU - CAUT Defence Fund	\$125,925	\$113,617	\$91,987	\$83,430	\$82,880	\$83,292
3. UAPUO - OCUFA	\$271,544	\$267,734	\$262,991	\$257,013	\$242,228	\$241,018
TOTAL DES COTISATIONS - TOTAL DUES	\$698,072	\$677,641	\$628,421	\$608,409	\$576,722	\$562,532
4. salaires & avantages - salaries & benefits	\$1,138,917	\$948,553	\$980,994	\$1,001,149	\$897,705	\$770,258
5. indemnité de cessation d'emploi - severance allowance						
6. administration - administration	\$65,000	\$57,970	\$68,042	\$69,668	\$35,007	\$33,306
7. traduction - translation	\$10,000	\$5,547	\$3,642	\$3,483	\$9,194	\$3,497
9. réunions / meetings	\$14,000	\$17,951	\$8,038	\$1,124	\$134	\$10,699
10. voyages et conférences - travel & conferences	\$28,000	\$18,692	\$17,409	\$16,974	-\$9,122	\$19,074
11. achat & location d'équipement, entretien-equip. - purchase & leasing, maintenance	\$7,500					
13. loyer - rent	\$60,066	\$66,926	\$75,556	\$94,885	\$98,628	\$98,114
14. rénovations et remise à neuf - renovations refurbishing	\$5,000					
15. prix d'excellence en recherche/enseignement - teaching/research awards	\$5,000	\$7,500	\$7,500	\$10,000	\$5,000	\$10,000
16. vérification - audit	\$8,500	\$14,339	\$11,354	\$8,124	\$7,402	\$6,780
17. solidarité et dons - solidarity and donations	\$42,632	\$11,751	\$18,705	\$35,445	\$61,694	\$11,810
18. assurance - insurance	\$21,500	\$26,327	\$23,916	\$22,690	\$19,089	\$16,343
19. amortissement - amortization	\$40,000	\$42,645	\$43,806	\$8,034	\$36,086	\$34,352
20. négociation collective - collective bargaining	\$15,000	\$3,500		\$5,455	\$6,600	
21. griefs - grievances						
22. arbitrage - arbitration	\$150,000	\$153,775	\$148,256	\$99,136	\$83,459	\$71,466
23. bourses aux étudiants - student awards	\$120,000	\$120,000	\$135,000	\$111,000	\$112,500	\$113,750
24. various expenses (needs APUO Approval)	\$10,000					
TOTAL DES DÉPENSES - TOTAL EXPENDITURES	\$2,439,187	\$2,173,117	\$2,170,639	\$2,095,576	\$1,940,098	\$1,761,981
EXCÉDENT - SURPLUS	\$42,470	\$519,228	\$237,494	-\$108,932	\$470,187	\$423,400
OPÉRATION / OPERATING : TOTAL DES DÉPENSES - TOTAL EXPENDITURES	\$2,319,187	\$2,053,117	\$2,035,639	\$1,984,576	\$1,827,598	\$1,648,231
OPÉRATION / OPERATING : EXCÉDENT - SURPLUS	-\$137,568	\$331,028	\$96,695	-\$269,903	\$316,848	\$275,818
OPÉRATION / OPERATING : EXCÉDENT DÉBUT DE L'EXERCICE - SURPLUS BEGINNING OF PERIOD	\$1,963,316	\$1,934,710	\$1,838,015	\$2,107,918	\$1,791,070	\$1,515,252
OPÉRATION / OPERATING : EXCÉDENT FIN DE L'EXERCICE - SURPLUS END OF PERIOD	\$1,825,748	\$2,265,738	\$1,934,710	\$1,838,015	\$2,107,918	\$1,791,070
FONDS DE GRÈVE / STRIKE FUND : TOTAL DES DÉPENSES - TOTAL EXPENDITURES						
FONDS DE GRÈVE / STRIKE FUND: EXCÉDENT - SURPLUS	\$185,358	\$189,641	\$169,750	\$167,619	\$163,578	\$160,852
FONDS DE GRÈVE / STRIKE FUND : EXCÉDENT DÉBUT DE L'EXERCICE - SURPLUS BEGINNING OF PERIOD	\$2,251,061	\$2,080,219	\$1,910,469	\$1,742,850	\$1,579,272	\$1,418,420
FONDS DE GRÈVE / STRIKE FUND : EXCÉDENT FIN DE L'EXERCICE - SURPLUS END OF PERIOD	\$2,436,419	\$2,269,860	\$2,080,219	\$1,910,469	\$1,742,850	\$1,579,272
BOURSES / BURSARIES : TOTAL DES DÉPENSES - TOTAL EXPENDITURES	\$120,000	\$120,000	\$135,000	\$111,000	\$112,500	\$113,750
BOURSES / BURSARIES: EXCÉDENT - SURPLUS	-\$5,320	-\$1,441	-\$28,951	-\$6,648	-\$10,239	-\$13,270
BOURSES / BURSARIES : EXCÉDENT DÉBUT DE L'EXERCICE - SURPLUS BEGINNING OF PERIOD	-\$1,088	\$12,130	\$41,081	\$47,729	\$57,968	\$71,238
BOURSES / BURSARIES : EXCÉDENT FIN DE L'EXERCICE - SURPLUS END OF PERIOD	-\$6,408	\$10,689	\$12,130	\$41,081	\$47,729	\$57,968

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa

États financiers

Pour l'exercice terminé le 30 juin 2024

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 3
États financiers	
État de la situation financière	4
État de l'évolution de l'actif net	5
État des résultats	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires	8 - 11

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de l'Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa (l'« Association »), qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2024, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière au 30 juin 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (« NCOSBL »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Nous sommes indépendants conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCOSBL, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Association ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Association à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Ottawa (Ontario)

Date de rapport

Association des professeurs et professeurs de l'Université d'Ottawa État de la situation financière

30 juin	Fonds des opérations	Fonds des bourses aux étudiants	2024	2023
Actifs				
Court terme				
Encaisse	567 172 \$	3 847 \$	571 019 \$	76 853 \$
Placements (Note 2)	-	-	-	311 000
Comptes clients	199 251	-	199 251	123 548
Frais payés d'avance	15 471	-	15 471	23 960
Solde inter-fonds	(6 842)	6 842	-	-
	<u>775 052</u>	<u>10 689</u>	<u>785 741</u>	<u>535 361</u>
Placements (Note 2)	3 556 110	-	3 556 110	3 305 365
Immobilisations corporelles (Note 3)	<u>322 580</u>	<u>-</u>	<u>322 580</u>	<u>361 761</u>
	<u>4 653 742 \$</u>	<u>10 689 \$</u>	<u>4 664 431 \$</u>	<u>4 202 487 \$</u>
Passif et Actif net				
Court terme				
Créditeurs et frais courus	<u>119 185 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>119 185 \$</u>	<u>176 469 \$</u>
Engagements contractuels (Note 5)				
Actif net				
Investi en immobilisations corporelles	322 580	-	322 580	361 761
Grevé d'une affectation interne				
Fonds de grève	2 269 860	-	2 269 860	2 080 219
Grevé d'une affectation externe				
Fonds des bourses aux étudiants	-	10 689	10 689	12 130
Non affecté	<u>1 942 117</u>	<u>-</u>	<u>1 942 117</u>	<u>1 571 908</u>
	<u>4 534 557</u>	<u>10 689</u>	<u>4 545 246</u>	<u>4 026 018</u>
	<u>4 653 742 \$</u>	<u>10 689 \$</u>	<u>4 664 431 \$</u>	<u>4 202 487 \$</u>

Au nom du Conseil d'administration:

_____ Administrateur _____ Administrateur

Association des professeurs et professeurs de l'Université d'Ottawa État de l'évolution de l'actif net

Pour l'exercice terminé le 30 juin	Investi en immobilisations corporelles	Fonds de grève	Fonds des bourses aux étudiants	Non affecté	2024	2023
Solde, début de l'exercice	361 761 \$	2 080 219 \$	12 130 \$	1 571 908 \$	4 026 018 \$	3 788 524 \$
(Insuffisance) excédent des produits sur les charges	(42 645)	189 641	(1 441)	373 673	519 228	237 494
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3 464	-	-	(3 464)	-	-
Solde, fin de l'exercice	322 580 \$	2 269 860 \$	10 689 \$	1 942 117 \$	4 545 246 \$	4 026 018 \$

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa État des résultats

Pour l'exercice terminé le 30 juin	Fonds des opérations	Fonds de grève	Fonds des bourses aux étudiants	2024	2023
Produits					
Cotisations des membres	2 180 877 \$	189 641 \$	118 559 \$	2 489 077 \$	2 227 929 \$
Moins remis à :					
A.C.P.P.U - honoraires	296 290	-	-	296 290	273 443
Caisse de défense de l'A.C.P.P.U.	113 617	-	-	113 617	91 987
U.A.P.U.O - honoraires	267 734	-	-	267 734	262 991
	677 641	-	-	677 641	628 421
Cotisations des membres nettes	1 503 236	189 641	118 559	1 811 436	1 599 508
Revenus d'investissements	187 179	-	-	187 179	117 346
Gain non-réalisé sur les investissements	16 089	-	-	16 089	62 858
	1 706 504	189 641	118 559	2 014 704	1 779 712
Charges					
Administration et bureau	57 970	-	-	57 970	68 042
Amortissement des immobilisations corporelles	42 645	-	-	42 645	43 806
Arbitrage et autres frais juridiques	153 775	-	-	153 775	148 256
Assurances	26 327	-	-	26 327	23 916
Bourse aux étudiants	-	-	120 000	120 000	135 000
Bourse d'enseignement et de recherche	7 500	-	-	7 500	7 500
Déplacements	18 692	-	-	18 692	17 409
Frais professionnels	14 339	-	-	14 339	11 354
Loyer	66 926	-	-	66 926	75 556
Négociations collectives	3 500	-	-	3 500	-
Relations publiques	11 751	-	-	11 751	18 705
Réunions et réception	17 951	-	-	17 951	8 038
Salaires et avantages sociaux	948 553	-	-	948 553	980 994
Traduction	5 547	-	-	5 547	3 642
	1 375 476	-	120 000	1 495 476	1 542 218
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	331 028 \$	189 641 \$	(1 441)\$	519 228 \$	237 494 \$

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 octobre	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	519 228 \$	237 494 \$
Élément sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	42 645	43 806
	561 873	281 300
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement :		
Comptes clients	(75 703)	(21 505)
Frais payés d'avance	8 489	-
Créditeurs et frais courus	(57 284)	52 309
	437 375	312 104
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Dispositions (acquisitions) de placements	60 255	(497 669)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 464)	(398 203)
	56 791	(895 872)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	494 166	(583 768)
Encaisse, début de l'exercice	76 853	660 621
Encaisse, fin de l'exercice	571 019 \$	76 853 \$

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa

Notes complémentaires

30 juin 2024

1. Principales méthodes comptables

Statut et objectif de l'organisme L'Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa (l'« Association ») est un organisme sans but lucratif ayant obtenu une reconnaissance syndicale en mai 1992. L'Association a comme objectif de représenter les intérêts des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa. En tant que syndicat, l'Association est exonérée d'impôt.

Référentiel comptable L'Association applique les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Comptabilité par fonds Le fonds des opérations rend compte des activités et des programmes courants ainsi que des activités générales de l'Association. Les coûts d'opération de l'Association sont financés par les cotisations des membres.

Le fonds de grève rend compte des fonds qui permettraient à l'Association d'ajouter un supplément à l'indemnité de grève des membres, de financer les moyens de pression et de rembourser à l'employeur le coût de la trousse d'avantage sociaux. Ce fonds est financé par un transfert initial de 500 000\$ du fonds d'opérations et par un supplément de 8% des cotisations des membres à chaque exercice.

Le fonds des bourses aux étudiants rend compte des fonds qui sont affectés pour les bourses aux étudiants. Ce fond est financé par les cotisations des membres.

Le fonds des immobilisations corporelles présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles.

Comptabilisation des produits Les cotisations des membres sont comptabilisées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou lorsqu'elles sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que son encaissement est raisonnablement assuré.

Les revenus d'investissement, la compensation et les autres produits sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Immobilisations corporelles Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées indiqués ci-dessous :

Équipement informatique	5 ans
Mobilier de bureau	3 ans
Améliorations locatives	10 ans

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa

Notes complémentaires

30 juin 2024

1. Principales méthodes comptables (suite)

Régime de retraite

Les employés de l'Association sont éligibles à être membres du Régime de retraite des Universités de l'Ontario qui est un régime de retraite à prestations définies. Cependant, il n'y a pas suffisamment d'informations disponibles pour utiliser la comptabilisation des prestations définies. Par conséquent, l'Association comptabilise le régime comme s'il s'agissait d'un régime à cotisations définies, en comptabilisant les contributions en charge de l'exercice auquel elles se rapportent.

Instruments financiers

Évaluation initiale et ultérieure

L'Association évalue initialement ses actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur. Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur de ces instruments financiers sont comptabilisées dans les résultats de l'exercice où elles se produisent.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications d'une possible dépréciation.

Coûts de transaction

L'Association comptabilise ses coûts de transaction dans les résultats de l'exercice où ils sont engagés dans le cas des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs à la date des états financiers et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges au cours de l'exercice considéré. Les estimations significatives incluent la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa Notes complémentaires

30 juin 2024

2. Placements

	2024	2023
Instruments de capitaux propres, à la juste valeur		
Actions de sociétés cotées en bourse	613 260 \$	606 691 \$
Placements à revenu fixe	2 942 850	3 009 674
	3 556 110	3 616 365
 Moins: Tranche échéant à moins d'un an	-	311 000
	3 556 110 \$	3 305 365 \$

3. Immobilisations corporelles

	2024		2023	
	Coût	Amortissement cumulé	Coût	Amortissement cumulé
Équipement informatique	62 254 \$	58 423 \$	58 789 \$	56 727 \$
Mobilier de bureau	36 578	29 160	36 578	27 127
Améliorations locatives	389 164	77 833	389 164	38 916
	487 996 \$	165 416 \$	484 531 \$	122 770 \$
 Valeur comptable nette		322 580 \$		361 761 \$

Association des professeurs et professeures de l'Université d'Ottawa

Notes complémentaires

30 juin 2024

4. Régime de retraite

En mai 2024, l'Association a changé son fournisseur de régime de retraite, passant du Régime de retraite des employés de l'Université d'Ottawa au Régime de retraite des Universités de l'Ontario.

À tous les ans, un actuaire indépendant détermine la position financière du régime de retraite des Régime de retraite des Universités de l'Ontario en comparant la valeur actuarielle des actifs investis à la valeur actuelle estimée de tous les avantages que les membres ont gagné à date. Les états financiers les plus récents du régime sont pour l'exercice clos le 1 janvier 2024. Les résultats présentés dans les états financiers démontraient des obligations au titre des prestations de retraite de 11,966 \$ milliards pour les avantages courus pour les services et un actif net disponible pour le service de prestations à cette même date de 12,216 \$ milliards indiquant un surplus de 250 \$ millions. Tout surplus ou déficit du régime est la responsabilité des différents départements de l'Université d'Ottawa. Par conséquent, l'Association ne reconnaît pas sa part de tout surplus ou déficit du régime de l'Université d'Ottawa. L'Association Régime de retraite des Universités de l'Ontario et au Régime de retraite des employés de l'Université d'Ottawa en 2024 pour 2024 - 13 142 \$ et 55 684 \$ respectivement (2023 - 87 100 \$) contribué au Régime de retraite des employés de l'Université d'Ottawa).

5. Engagements contractuels

L'Association loue des locaux en vertu d'un bail venant à échéance en avril 2033 avec un engagement total de 281 150 \$. Les loyers minimums pour le prochain 5 ans sont les suivants :

2025	28 127 \$
2026	29 580 \$
2027	29 871 \$
2028	31 325 \$
2029	31 616 \$

6. Instruments financiers

Risque de taux d'intérêt

L'Association est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'Association à un risque de juste valeur, puisque celle-ci varie de façon inverse par rapport aux variations des taux d'intérêt du marché.

Risque de prix autre

L'Association est exposé au risque de prix autre en raison de ses placements dans des actions cotées en bourse dont la valeur fluctue en fonction de la cote boursière.

Il n'y a eu aucune variation des risques par rapport à l'exercice précédent.

Association of Professors of the University of Ottawa
Financial Statements
For the year ended June 30, 2024

Contents

Independent Auditor's Report	2 - 3
Financial Statements	
Statement of Financial Position	4
Statement of Changes in Net Assets	5
Statement of Operations	6
Statement of Cash Flows	7
Notes to Financial Statements	8 - 11

Independent Auditor's Report

To the members of Association of Professors of the University of Ottawa

Opinion

We have audited the financial statements of Association of Professors of the University of Ottawa (the "Association"), which comprise the statements of financial position as at June 30, 2024, and the statements of operations, changes in net assets and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Association as at June 30, 2024, and its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations ("ASNPO").

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Association in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with ASNPO, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Association's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Association or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Association's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Association's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Association's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Association to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants

Ottawa, Ontario
Report date

Association of Professors of the University of Ottawa Statement of Financial Position

June 30	Operations Fund	Student Awards Fund	2024	2023
Assets				
Current				
Cash	\$ 567,172	\$ 3,847	\$ 571,019	\$ 76,853
Investments (Note 2)	-	-	-	311,000
Accounts receivable	199,251	-	199,251	123,548
Prepaid expenses	15,471	-	15,471	23,960
Interfund balances	(6,842)	6,842	-	-
	<u>775,052</u>	<u>10,689</u>	<u>785,741</u>	<u>535,361</u>
Investments (Note 2)	3,556,110	-	3,556,110	3,305,365
Tangible capital assets (Note 3)	<u>322,580</u>	<u>-</u>	<u>322,580</u>	<u>361,761</u>
	<u>\$ 4,653,742</u>	<u>\$ 10,689</u>	<u>\$ 4,664,431</u>	<u>\$ 4,202,487</u>
Liabilities and Net Assets				
Current				
Accounts payable and accrued liabilities	<u>119,185</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ 119,185</u>	<u>\$ 176,469</u>
Commitments (Note 5)				
Net Assets				
Invested in tangible capital assets	322,580	-	322,580	361,761
Internally restricted				
Strike Fund	2,269,860	-	2,269,860	2,080,219
Externally restricted				
Student Awards Fund	-	10,689	10,689	12,130
Unrestricted	<u>1,942,117</u>	<u>-</u>	<u>1,942,117</u>	<u>1,571,908</u>
	<u>4,534,557</u>	<u>10,689</u>	<u>4,545,246</u>	<u>4,026,018</u>
	<u>\$ 4,653,742</u>	<u>\$ 10,689</u>	<u>\$ 4,664,431</u>	<u>\$ 4,202,487</u>

On behalf of the Board:

_____ Director

_____ Director

Association of Professors of the University of Ottawa Statement of Changes in Net Assets

For the year ended June 30	Invested in Tangible Capital Assets	Strike Fund	Student Awards Fund	Unrestricted	2024	2023
Balance, beginning of the year	\$ 361,761	\$ 2,080,219	\$ 12,130	\$ 1,571,908	\$ 4,026,018	\$ 3,788,524
(Deficiency) excess of revenues over expenses	(42,645)	189,641	(1,441)	373,673	519,228	237,494
Acquisition of tangible capital assets	3,464	-	-	(3,464)	-	-
Balance, end of the year	\$ 322,580	\$ 2,269,860	\$ 10,689	\$ 1,942,117	\$ 4,545,246	\$ 4,026,018

Association of Professors of the University of Ottawa Statement of Operations

For the year ended June 30	Operations Fund	Strike Fund	Student Awards Fund	2024	2023
Revenues					
Membership fees	\$ 2,180,877	\$ 189,641	\$ 118,559	\$ 2,489,077	\$ 2,227,929
Less remitted to:					
C.A.U.T. fees	296,290	-	-	296,290	273,443
C.A.U.T. - Defence Fund	113,617	-	-	113,617	91,987
O.C.U.F.A. fees	267,734	-	-	267,734	262,991
	677,641	-	-	677,641	628,421
Membership fees - net	1,503,236	189,641	118,559	1,811,436	1,599,508
Investment income	187,179	-	-	187,179	117,346
Unrealized gain on investment	16,089	-	-	16,089	62,858
	1,706,504	189,641	118,559	2,014,704	1,779,712
Expenses					
Administrative expenses	57,970	-	-	57,970	68,042
Amortization of tangible capital assets	42,645	-	-	42,645	43,806
Arbitration and other legal fees	153,775	-	-	153,775	148,256
Insurance	26,327	-	-	26,327	23,916
Meetings and receptions	17,951	-	-	17,951	8,038
Negotiation committee	3,500	-	-	3,500	-
Professional fees	14,339	-	-	14,339	11,354
Public relations	11,751	-	-	11,751	18,705
Rent	66,926	-	-	66,926	75,556
Salaries and benefits	948,553	-	-	948,553	980,994
Student awards	-	-	120,000	120,000	135,000
Teaching and research awards	7,500	-	-	7,500	7,500
Translation	5,547	-	-	5,547	3,642
Travel	18,692	-	-	18,692	17,409
	1,375,476	-	120,000	1,495,476	1,542,218
Excess of revenues over expenses	\$ 331,028	\$ 189,641	\$ (1,441)	\$ 519,228	\$ 237,494

The notes are an integral part of these financial statements.

Association of Professors of the University of Ottawa Statement of Cash Flows

For the year ended June 30	2024	2023
Cash flows from operating activities		
Excess of revenues over expenses	\$ 519,228	\$ 237,494
Item not affecting cash:		
Amortization of tangible capital assets	42,645	43,806
	561,873	281,300
Changes in non-cash working capital:		
Accounts receivable	(75,703)	(21,505)
Prepaid expenses	8,489	-
Accounts payable and accrued liabilities	(57,284)	52,309
	437,375	312,104
Cash flows from investing activities		
Disposition (purchase) of investments	60,255	(497,669)
Acquisition of tangible capital assets	(3,464)	(398,203)
	56,791	(895,872)
Net increase (decrease) in cash	494,166	(583,768)
Cash, beginning of the year	76,853	660,621
Cash, end of the year	\$ 571,019	\$ 76,853

Association of Professors of the University of Ottawa Notes to Financial Statements

June 30, 2024

1. Significant Accounting Policies

Status and Purpose of Organization	Association of Professors of the University of Ottawa (the "Association") is a not-for-profit organization who was recognized as a union for bargaining purposes in May 1992. The Association's purpose is to represent the interests of professors at the University of Ottawa. As a union, the Association is exempt from income taxes.						
Basis of Accounting	The Association applies the Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.						
Fund Accounting	<p>The Operations Fund accounts for current operations and programs as well as the Association's general operations and is financed by member dues.</p> <p>The Strike Fund accounts for funds that would allow the Association to add a supplement to the member's strike allowance, finance means of pressure and reimburse the employer for the cost of the benefits package. This balance is funded by an initial transfer of \$500,000 from the Operations Fund, and by 8% of membership fees per year</p> <p>The Student Awards Fund accounts for funds received that are restricted to student bursaries. This fund is financed by member dues.</p> <p>The tangible capital assets fund reports the assets, liabilities, revenues and expenses related to tangible capital assets.</p>						
Revenue Recognition	<p>Membership fees are accounted as revenue when received or receivable if the amount to be received can reasonably be estimated and collection is reasonably assured.</p> <p>Investment income, compensation and other revenue are accounted when earned.</p>						
Tangible Capital Assets	<p>Tangible capital assets are accounted for at cost and amortized on the basis of their useful life using the straight-line basis and following durations:</p> <table><tr><td>Computer equipment</td><td>5 years</td></tr><tr><td>Office furniture and equipment</td><td>3 years</td></tr><tr><td>Leasehold improvements</td><td>Term of the lease</td></tr></table>	Computer equipment	5 years	Office furniture and equipment	3 years	Leasehold improvements	Term of the lease
Computer equipment	5 years						
Office furniture and equipment	3 years						
Leasehold improvements	Term of the lease						
Pension Plan	The employees of the Association are eligible to be members of the University Pension Plan Ontario's pension plan which is a defined benefit pension plan. However, sufficient information is not available to use the defined benefit accounting. Therefore, the Association accounts for the plan as if it were a defined contribution plan, recognizing contributions as an expense in the year to which they relate.						

Association of Professors of the University of Ottawa

Notes to Financial Statements

June 30, 2024

1. Significant Accounting Policies (continued)

Financial Instruments

Initial and subsequent measurement

The Association initially measures its financial assets and liabilities at fair value. The Association subsequently measures all its financial assets and financial liabilities at amortized cost, except for investments in equity instruments that are quoted in an active market which are measured at fair value. Changes in fair value of these financial instruments are recognized in the statement of operations in the year incurred.

Impairment

Financial assets measured at amortized cost are tested for impairment when there are indications of possible impairment.

Transaction costs

Transaction costs related to financial instruments that will be subsequently measured at fair value are recognized in the statement of operations in the year incurred. Transaction costs related to financial instruments subsequently measured at amortized cost are included in the original cost of the asset or liability and recognized in the statement of operations over the life of the instrument using the straight-line method.

Use of Estimates

The preparation of financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities at the date of the financial statements, and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting year. Areas of significant estimates include the useful life tangible capital assets.

2. Investments

	2024	2023
Equity Investments, at fair value		
Quoted shares	\$ 613,260	\$ 606,691
Fixed income fund	2,942,850	3,009,674
	3,556,110	3,616,365
 Less: portion maturing within one year	 -	 311,000
	\$ 3,556,110	\$ 3,305,365

Association of Professors of the University of Ottawa Notes to Financial Statements

June 30, 2024

3. Tangible Capital Assets

	2024		2023	
	Cost	Accumulated Amortization	Cost	Accumulated Amortization
Computer equipment	\$ 62,254	\$ 58,423	\$ 58,789	\$ 56,727
Office furniture and equipment	36,578	29,160	36,578	27,127
Leasehold improvements	389,164	77,833	389,164	38,916
	\$ 487,996	\$ 165,416	\$ 484,531	\$ 122,770
Net carrying amount		\$ 322,580		\$ 361,761

4. Pension Plan

During May 2024, the Association changed their pension provider from the University of Ottawa Employee's Pension Plan to the University Pension Plan Ontario.

Each year an independent actuary determines the funding status of the University Pension Plan Ontario (the "Plan") by comparing the actuarial value of invested assets to the estimated present value of all pension benefits that members have earned to date. The most recent financial statements of the Plan was for the year ended January 1, 2024. The results of these financial statements disclosed total pension obligations of \$11.966 billion in respect of benefits accrued for service with net assets available for benefits at that date of \$12.216 billion indicating a surplus of \$250 million. Any pension plan surplus or deficits are joint responsibility of the University of Ottawa departments. As a result, the Association does not recognize any share of the University of Ottawa's Pension Plan surplus or deficit. Contributions made by the Association to the University Pension Plan and University of Ottawa Employees Pension Plan for 2024 were \$13,142 and \$55,684 respectively (2023 - \$87,100 contributed to the University of Ottawa Employees Pension Plan).

Association of Professors of the University of Ottawa Notes to Financial Statements

June 30, 2024

5. Commitments

The Association leases its premises under a lease expiring in April 2033 with a total commitment of \$281,150. The future minimum lease payments for the next five years, for rent, inclusive of any additional rental costs are as follows:

2025	\$	28,127
2026	\$	29,580
2027	\$	29,871
2028	\$	31,325
2029	\$	31,616

6. Financial Instruments

Interest rate risk

The Association is exposed to interest rate risk on its fixed interest rate financial instruments. Fixed interest instruments subject the Association to a fair value risk, since fair value fluctuates inversely to changes in market interest rates.

Other price risk

The Association is exposed to other price risk through its investments in listed shares for which the value fluctuates with the quoted market price.

There have not been any changes in the risks from the prior year.